



Conseil de sécurité

Cinquante-huitième année

4736^e séance

Lundi 7 avril 2003, à 15 heures

New York

Provisoire

<i>Président :</i>	M. Aguilar Zinser.	(Mexique)
<i>Membres :</i>	Allemagne	M. Schumacher
	Angola	M. Gaspar Martins
	Bulgarie	M. Tafrov
	Cameroun	M. Belinga-Eboutou
	Chili	M. Valdés
	Chine	M. Zhang Yishan
	Espagne	Mme Menéndez
	États-Unis d'Amérique	M. Cunningham
	Fédération de Russie	M. Smirnov
	France	M. Duclos
	Guinée	M. Boubacar Diallo
	Pakistan	M. Akram
	République arabe syrienne	M. Mekdad
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . .	Sir Jeremy Greenstock

Ordre du jour

La crise alimentaire en Afrique, menace à la paix et à la sécurité

Exposé de M. James Morris, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A.



La séance est ouverte à 15 h 20.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La crise alimentaire en Afrique, menace à la paix et à la sécurité

Exposé de M. James Morris, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial

Le Président (*parle en espagnol*) : Conformément à l'accord auquel le Conseil est parvenu lors de ses consultations préalables, je considérerai que le Conseil de sécurité décide d'inviter, au titre de l'article 39 de son règlement intérieur provisoire, M. James Morris, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial.

Il en est ainsi décidé.

J'invite le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial, M. James Morris, à prendre place à la table du Conseil.

Au nom du Conseil de sécurité, je souhaite la bienvenue au Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour. Le Conseil de sécurité se réunit conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations préalables.

Le Conseil de sécurité entendra aujourd'hui un exposé du Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial, M. James Morris. Après son exposé, je donnerai la parole aux membres du Conseil qui souhaitent poser des questions à M. Morris.

Je donne maintenant la parole à M. Morris.

M. Morris (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je vous remercie infiniment de l'insigne honneur et du grand plaisir que vous me faites en m'invitant parmi vous aujourd'hui au nom du Programme alimentaire mondial.

Je suis ici pour vous parler de l'Afrique en mettant l'accent sur l'Afrique australe mais, à l'instar de tous les membres du Conseil, le Programme alimentaire mondial se concentre également largement sur l'Iraq. Nous sommes présents en Iraq depuis 1991 et avons largement mis en oeuvre le programme

« pétrole contre nourriture » depuis la fin de 1995. Je me ferais un plaisir de répondre aux questions des membres ou d'écouter leurs observations sur les activités du Programme alimentaire mondial en Iraq une fois mon intervention liminaire terminée.

En Iraq, nous tentons avant tout de nourrir 27 millions d'Iraqiens, ce qui coûte 1,3 milliard de dollars pour une période de six mois. Je trouve intéressant qu'on me demande aujourd'hui de parler de l'Afrique où pratiquement 200 millions de personnes souffrent de malnutrition et où les vies de 50 millions d'Africains, essentiellement des femmes et des enfants, sont gravement en péril. Les Iraqiens ont bénéficié d'approvisionnements généreux de la part des gouvernements. Je peux vous dire aujourd'hui que la plupart des Iraqiens ont suffisamment de réserves alimentaires dans leur foyer pour subsister le mois prochain. L'ironie veut que si, dans certaines parties de l'Afrique, les Africains disposaient de réserves alimentaires leur permettant de subsister un mois, ils seraient submergés de nourriture. Il y a donc dans le monde deux poids, deux mesures. Comment se fait-il que nous acceptons en Afrique un niveau de souffrances et de désespoir que nous n'accepterions jamais dans une autre partie du monde? À mon sens, nous ne devrions pas tolérer cela.

Les causes des crises alimentaires en Afrique restent les mêmes que celles que je vous ai décrites en décembre – une association mortelle de sécheresses récurrentes; des politiques économiques difficiles ou qui échouent; l'hostilité et les conflits; et l'impact énorme, quasiment impossible à quantifier, du VIH/sida. Le Programme alimentaire mondial disposera cette année d'un budget de 1,8 milliard de dollars pour l'Afrique, ce qui représente le budget total du Programme alimentaire mondial pour le monde entier en 2002.

De par le monde, les engagements en matière d'aide alimentaire ont considérablement baissé ces 10 dernières années. Ils sont passés de 15 millions de tonnes en 1999 à moins de 10 millions de tonnes l'année dernière. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture vous dirait que la famine chronique augmente en termes réels dans le monde en développement à l'extérieur de la Chine. L'Organisation mondiale de la santé vous dirait, pour sa part, que la faim demeure le principal facteur contribuant à la mauvaise santé dans le monde.

Il y a toutefois de bonnes nouvelles. Le Secrétaire général Kofi Annan a fait de la faim en Afrique sa grande priorité. Deuxièmement, la France et les États-Unis oeuvrent de concert, dans le cadre du G-8, pour attirer l'attention du monde entier sur les crises alimentaires en Afrique. Le Président Chirac en fera la question prioritaire de l'ordre du jour de la réunion des G-8 à Evian en juin et le Président Bush a annoncé la création d'un nouveau fonds de 200 millions de dollars pour prévenir la famine en Afrique.

En Afrique australe, et dans une moindre mesure dans la corne de l'Afrique, l'impact du VIH/sida sur la structure politique et économique s'accroît de jour en jour. En janvier, je suis retourné dans la région avec Stephen Lewis, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le VIH/sida en Afrique. Nous avons été frappés par les conséquences de la maladie tant sur la gouvernance que sur le secteur alimentaire et par le degré d'interconnexion de ces deux éléments. Nombreux sont les politiciens et les techniciens africains les plus compétents qui meurent ou émigrent – ce qui appauvrit considérablement les ressources humaines africaines. Plus de 7 millions d'exploitants agricoles africains sont morts du VIH/sida. Or, l'impact maximal de cette maladie ne se fera pas sentir en Afrique avant 2005-2007.

Comment relancer la production alimentaire dans des pays dépourvus de services de formation agricole fonctionnels? Comment permettre aux enfants des campagnes d'apprendre à devenir exploitant agricole lorsque leurs parents sont trop mal en point pour leur dispenser cet enseignement? Comment entretenir un système d'enseignement élémentaire lorsque le taux de décès des enseignants dépasse le taux de recrues dans l'enseignement?

Lors d'un entretien mémorable avec le Président de la Zambie, il m'a déclaré : « Jim, la contribution la plus importante que vous pouvez apporter au peuple zambien, c'est de nous aider à former des enseignants. L'an dernier, 2000 enseignants sont morts du VIH/sida en Zambie et nous n'avons pu en remplacer que la moitié. »

L'élément positif, c'est que grâce à la générosité de nombre de pays, au Programme alimentaire mondial (PAM), aux partenaires des organisations non gouvernementales et aux autres institutions importantes des Nations Unies, nous avons pu fournir plus de 620 000 tonnes de vivres à plus de 10 millions de

personnes dans la région et avons réussi à éviter qu'il y ait de nombreux morts et une famine grave.

Le problème des organismes génétiquement modifiés (OGM) ne se pose plus et ne retarde ni ne perturbe plus l'acheminement. Sur les six pays requérant une aide en Afrique australe, cinq acceptent des OGM traités et usinés. Nous ne pouvions tout simplement pas parvenir au niveau de livraisons de vivres atteint à présent si une solution constructive n'avait pas été trouvée concernant la question des OGM.

Le PAM reste particulièrement préoccupé par la situation au Zimbabwe où, d'après de nombreuses informations provenant des médias, l'aide alimentaire est politisée. Nous sommes convaincus que cela n'est pas le cas pour notre aide alimentaire. Les rares fois où nous avons reçu des informations crédibles faisant état d'abus, nous avons suspendu les opérations. J'ai rencontré le Président Mugabe six fois, et nous lui avons offert les services de l'ONU pour surveiller et vérifier la distribution alimentaire par le Gouvernement, mais nous n'avons pas pour l'instant reçu de réponse positive. L'inflation, la monopolisation du secteur alimentaire par le Gouvernement et l'impact du plan de redistribution des terres semblent indiquer que la situation alimentaire ne se stabilisera pas de si tôt au Zimbabwe.

Notre objectif n'est pas de politiser mais au contraire de dépolitiser l'aide alimentaire au Zimbabwe. Les vivres doivent être offerts à tous, sur la base des principes humanitaires, toute autre considération étant totalement inappropriée. C'est le cas partout où nous travaillons. Ceux qui ont faim ne peuvent pas se permettre d'être pris entre des feux politiques. Certains voudraient nous voir nous retirer de situations de crise afin de sanctionner des gouvernements et prendre position sur des questions politiques ou relatives aux droits de l'homme. Mais pour le PAM, l'aide d'urgence ne peut jamais être politisée – pour le meilleur ou pour le pire. Quand ceux qui sont au pouvoir, gouvernements ou rebelles, refusent l'aide alimentaire à certains segments vulnérables de la population, nous allons nous faire entendre. Tout en estimant que notre rôle est neutre et ressemble beaucoup à celui des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, nos États Membres nous ont également demandé de nous porter défenseurs des affamés. Cela nous oblige à marcher sur la corde raide et à jongler perpétuellement. Quand les gouvernements

prennent des mesures économiques, notamment l'interdiction des échanges privés ou la monopolisation des importations alimentaires, qui ébranlent le secteur alimentaire et exacerbent la famine, nos États membres s'attendent à ce que nous nous exprimions et nous le ferons.

S'agissant de la situation en Éthiopie, en Érythrée et au Soudan – la corne de l'Afrique –, le nombre de personnes en danger est comparable à celui de l'Afrique australe. Il y a un peu moins de 15 millions de personnes en danger en Afrique australe, dont la moitié au Zimbabwe. Plus de 11 millions de personnes sont sérieusement menacées de famine en Éthiopie et quelque 3 millions risquent de l'être, soit 20 à 25 % de la population.

En Érythrée, la situation est encore plus difficile. C'est un pays plus petit avec une population moins nombreuse, mais 2,2 des 3,3 millions d'habitants sont menacés de famine. La situation est compliquée par le conflit, bon nombre de militaires n'ayant pas encore été réinstallés dans leurs localités d'origine.

À l'évidence, la sécheresse est la grande fautive dans la corne de l'Afrique. Nos besoins en Éthiopie ont bénéficié d'une réponse adéquate, mais pour l'Érythrée, les résultats étaient médiocres. Ce qui est surprenant à propos de l'Éthiopie, c'est que, sur tous les pays du monde, c'est celui qui bénéficie de l'aide d'urgence la plus importante par habitant, mais de l'aide au développement la plus faible. J'ai eu la chance de me rendre là-bas récemment et j'ai visité des communautés où quelques centaines de dollars de vivres bien utilisés dans le cadre de programmes « vivres contre travail » ont aidé les communautés à préparer leur avenir, à prendre en considération le sol et son érosion et à envisager le captage de l'eau. Elles ont dressé des plans et fait des préparatifs et elles sortiront de la crise. Grâce à cette expérience, elles ont mis en place un cadre de dirigeants communautaires qui se mettront avec brio au service des communautés pour une longue période de temps.

Entre-temps, quelques kilomètres plus loin, ce type de préparatifs – les investissements consentis en matière de prévention et de développement – n'ont pas été faits et ils se trouvent dans une situation catastrophique. Il y a probablement 10 000 communautés en Éthiopie qui ont besoin de ce type d'aide. Nous travaillons dans 800 d'entre elles actuellement.

La sécurité alimentaire s'est également détériorée dans le Sahel occidental – Mauritanie, Cap-Vert, Gambie, Sénégal et Mali – avec environ 1 million de personnes en danger de famine. Nous sommes reconnaissants à de nombreux pays pour les investissements qu'ils ont consentis dans nos systèmes d'alerte précoce en matière de réponse alimentaire. Nous n'étions pas préparés en Éthiopie il y a 15 ans. Grâce au nouveaux systèmes d'alerte précoce, aux systèmes d'évaluation et aux systèmes de surveillance, nous sommes maintenant beaucoup mieux préparés pour y répondre.

Les problèmes en Angola et en Afrique australe sont quelque peu différents après 30 à 40 de conflit et de violence armée. L'élément positif, c'est que la paix règne sur le terrain. L'alimentation est fondamentale pour le relèvement de l'économie angolaise et pour le maintien de la paix. À l'origine, nous avions l'intention de donner des vivres à un million d'Angolais. Aujourd'hui, nous alimentons des vivres à 1,8 million de personnes. D'ici à juin, le nombre passera à 2,2 millions de personnes. L'Angola est un pays riche qui, avec le temps, aura besoin de développer un système agricole solide.

S'agissant de la question des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur du pays, le Programme alimentaire mondial coopère avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Notre responsabilité est de fournir des vivres. Aujourd'hui, en Afrique, nous nourrissons 1,8 million de réfugiés et 5,7 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays. C'est extrêmement cher. Toute erreur commise à cet égard peut susciter des troubles qui auraient d'énormes répercussions sur les pays où nous travaillons. La question se pose de façon particulièrement difficile sur la côte occidentale de l'Afrique. Les membres ont tous suivi l'évolution de ces questions en Côte d'Ivoire et au Libéria où l'on compte entre 4 à 5 millions de réfugiés ou personnes en mouvement. Le conflit a provoqué un gigantesque chaos dans la région.

Nous devons et pouvons prendre certaines mesures. Le HCR et le PAM ont fait savoir que la situation de plus d'1,2 million de réfugiés en Afrique est incertaine du fait du manque de financement tant nécessaire à l'aide alimentaire. Dans certains lieux, nous avons dû réduire de moitié ou du quart les rations. De graves interruptions dans l'acheminement des vivres sont à craindre en Tanzanie, en Ouganda, au

Kenya, au Libéria, en Sierra Leone, en Algérie et au Soudan : les nations africaines qui accueillent le gros des réfugiés.

Il y a quelques semaines, ici à l'ONU, nous avons eu une réunion fort positive avec le Groupe des huit (G-8), inaugurée par le Secrétaire général, où nous avons débattu de ce que le monde a besoin de faire pour que les questions touchant l'Afrique reposent sur des bases plus solides. Nous avons évoqué le fait que les Africains devront au bout du compte assumer leurs responsabilités, notamment en matière de politique intérieure. Les questions touchant au commerce mondial devront être résolues de façon à ce qu'elles n'aient pas un tragique effet de dissuasion sur la production et l'exportation agricoles dans certaines régions de l'Afrique.

En cette occasion, nous avons demandé au G-8 de se pencher sur les questions spécifiques suivantes.

Tout d'abord, il nous faut un engagement plus fort de la part des donateurs en matière d'aide alimentaire d'urgence par le biais d'un engagement mieux ciblé et de meilleurs systèmes d'alerte rapide. Le Programme alimentaire mondial est entièrement financé par les contributions volontaires des pays. Nous ne recevons aucun financement de la part de l'ONU. Nous sommes la plus grande institution humanitaire du monde et notre budget annuel est plus important que celui de l'ONU pour ses opérations à New York. Nous recevons 90% de notre appui de neuf pays, ainsi que de l'Union européenne. Une vingtaine d'autres pays peuvent maintenant nous aider, et il y a beaucoup de pays qui ont actuellement des excédents agricoles qui peuvent nous aider en fournissant des produits alimentaires, mais qui n'ont pas les moyens d'en financer le transport.

Nous avons cherché des moyens de jumeler les pays qui ont de l'argent et les pays disposant de produits alimentaires, et nous allons voir comment nous pouvons faire fonctionner cela. Le potentiel est énorme. L'Inde a promis un million de tonnes de blé pour l'Afghanistan, en partie pour nous permettre de produire des biscuits à haute teneur énergétique pour un million d'enfants des écoles en Afghanistan. Nous avons besoin de l'aide de pays qui pourraient nous aider à transporter ces biscuits fabriqués en Inde. Nous avons été très appuyés pour la première fois par la Fédération de Russie et nous travaillons de toute notre

énergie à trouver de nouveaux partenaires pour nos programmes.

Deuxièmement, il faut un accroissement important de l'appui à l'investissement dans les infrastructures agricole de base, que ce soit au niveau micro ou macroéconomique, notamment les infrastructures d'irrigation, mais également les routes et les marchés. Il faut rendre le travail agricole moins pénible pour les femmes. Elles accomplissent 80 % des travaux agricoles en Afrique. Elles représentent aujourd'hui 58 % des séropositifs du continent. Elles doivent produire les aliments et les préparer. Elles sont censées soigner les si nombreuses personnes qui sont gravement malades dans leurs foyers ou dans leurs régions. Il faut que le monde veille à rendre plus facile la production agricole pour les femmes en Afrique.

J'ai eu une réunion constructive avec le Ministre de l'agriculture du Malawi, et il m'a dit : « Jim, la chose la plus importante que le monde pourrait faire pour nous, ce serait d'investir environ 77 millions de dollars dans un système d'irrigation qui desservirait tout le Malawi ». Ce pays a d'immenses lacs et des ressources hydriques très importantes, et un bon système d'irrigation permettrait d'améliorer considérablement la situation agricole. L'appel du Secrétaire général en faveur d'une révolution verte en Afrique est l'une des déclarations les plus importantes faites récemment.

Troisièmement, nous proposons de financer un fonds d'urgence pour l'aide alimentaire en Afrique d'un montant de 300 millions de dollars, fonds qui permettrait de réagir immédiatement dès le début d'une crise alimentaire. Notre fonds d'urgence a pour l'instant 35 millions de dollars et nous savons par expérience que l'argent disponible immédiatement lorsqu'une crise se dessine permet aux familles de garder leurs fermes et de pas vendre leurs moyens de subsistance; un petit peu d'aide au début permet de faciliter considérablement le processus par la suite.

Je voudrais dire également que concernant la crise en Afrique australe, nous avons réussi à réunir des espèces et des marchandises pour satisfaire les besoins alimentaires. Nous n'avons pas bien réussi à lever des ressources pour les articles non alimentaires. L'eau et l'assainissement, la santé, les médicaments, les vaccins et l'éducation sont tout aussi importants que l'alimentation, mais, d'une certaine façon, la communauté des donateurs – et, en tant que Directeur

du PAM, je lui en suis reconnaissant – a l'air de trouver plus facile de fournir des aliments que d'autres formes d'aide. Les investissements faits dans le matériel agricole, les semences et les engrais ont un potentiel énorme et aident la population à se remettre sur pied. J'encourage les membres à réfléchir aux problèmes de ce genre.

J'ai parlé de la question à des donateurs non traditionnels.

Enfin, je voudrais dire que l'élément de notre travail probablement le plus important est ce que nous faisons pour l'alimentation des enfants scolarisés. Il y a 300 millions d'enfants sous-alimentés dans le monde. Si nous prenons au sérieux l'objectif de la Déclaration du Millénaire qui est de réduire de moitié la faim et la pauvreté d'ici à 2015 – il y a 800 millions de personnes qui ont faim dans le monde, dont près de 40 % d'enfants; la moitié des enfants ne vont pas à l'école, et la plupart d'entre eux sont des filles –, l'investissement le plus important que nous puissions faire, c'est d'éduquer les enfants. Des enfants éduqués deviennent de meilleurs citoyens, de meilleurs enseignants, de meilleurs parents et de meilleurs agriculteurs. Quel que soit le choix que chacun fait de sa vie, le niveau d'éducation de chacun affecte directement la qualité de vie et la qualité de la communauté.

Nous savons comment nourrir un enfant qui va à l'école pour 35 dollars par an. Pour moins d'un dollar par an, nous pouvons avoir des interventions sanitaires extraordinaires sous l'égide de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qui permettent de réduire les parasites et toutes sortes d'autres maladies graves. Nous avons nourri 16 millions d'enfants l'année dernière. Il faut en nourrir 100 millions dans le monde, et encore 50 millions en Afrique. Ce serait le meilleur investissement, qui aurait un effet multiplicateur partout dans le monde et qui permettrait d'inverser la tendance en Afrique.

Je suis plus reconnaissant que je ne saurais le dire à un grand nombre de pays qui nous ont aidés. La semaine dernière, j'ai reçu un appel téléphonique extraordinaire du Canada. Ce pays a promis 75 millions de dollars sur les trois prochaines années pour nourrir des enfants scolarisés. J'ai été en Suisse pour une visite extraordinaire, et la Suisse s'est engagée à alimenter 10 000 enfants scolarisés de plus. Nous travaillons assidûment à intéresser le secteur privé. Une société néerlandaise magnifique – TPG –, qui a 150 000

employés, a réussi à convaincre chacun d'entre eux de nourrir un enfant scolarisé. Si nous sommes sérieux dans nos intentions et imaginatifs, et si nous couvrons des territoires très étendus, nous pourrions changer le monde en alimentant des enfants scolarisés.

Je tiens à souligner l'importance essentielle du maintien de la paix et de la diplomatie. La guerre et les conflits, en Afrique comme ailleurs, débouchent rapidement sur la famine. Ceux qui ont faim, ceux qui n'ont pas de quoi se nourrir ont des comportements dangereux et tendent à devenir plus agressifs. La guerre et les conflits réduisent la productivité, accroissent le VIH/sida et les mouvements de réfugiés et de personnes déplacées et touchent de façon tragique les enfants. La guerre change la façon dont les pays vivent. Il ne fait aucun doute que dans une bonne partie de l'Afrique, la faim et la pauvreté alimentent les conflits et privent les Africains de l'avenir radieux qu'ils méritent. Leurs souffrances ne sauraient moins compter pour nous que les souffrances que nous voyons ailleurs dans le monde. Nous devons tous faire plus pour aider.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial pour l'exposé opportun et très pertinent qu'il nous a fait sur un problème qui touche directement une population très nombreuse.

Je tiens à rappeler aux membres du Conseil que nous avons une très longue liste de questions à examiner cet après-midi et nous aimerions profiter au mieux de la présence de M. Morris. C'est pourquoi je demande aux membres du Conseil de se limiter aux seules questions et observations nécessaires afin que cette séance soit une réunion d'information interactive plutôt qu'une séance de déclarations.

M. Cunningham (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie M. Morris. Il a vraiment fait là un exposé excellent sur une situation très, très difficile. Je tiens également à le remercier pour l'énorme travail que lui et son organisation ont accompli pour tenter d'y faire face.

Malheureusement, M. Morris a tracé à grands traits les éléments d'une situation d'urgence qui nous oblige à remédier au court terme et aux cas chroniques. Dans ses observations, il a parlé des nombreux autres éléments qui rendent tout ceci encore plus insoluble : des complications qui sont le fait des hommes, la politisation de l'aide alimentaire, les effets de la

guerre. Tout comme M. Morris, nous sommes opposés à ce que les aliments soient utilisés comme armes et nous sommes particulièrement préoccupés par les effets du VIH/sida, pour les nombreuses raisons qu'il a décrites.

La question que je voulais poser à M. Morris, est, compte tenu de tout cela, quel est le message le plus récent qu'il a transmis aux donateurs concernant cette crise? Quelle a été leur réponse et quels sont, selon lui, les besoins auxquels il faut encore répondre pour 2003?

M. Belinga-Eboutou (Cameroun) : Je voudrais dire combien nous sommes heureux d'avoir parmi nous M. James Morris, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM). Il vient de nous entretenir d'un sujet particulièrement préoccupant et actuel, à savoir la crise alimentaire en Afrique, qui est une menace à la paix et à la sécurité.

Nous avons entendu quelque peu la réitération de ce qu'il nous avait déjà dit en décembre dernier concernant les principaux obstacles aux activités du PAM, à savoir les conditions climatiques, les conditions sanitaires, le VIH/sida, et ce que l'on peut considérer comme étant du fait de l'homme, c'est-à-dire certains désordres civils, comme les conflits et les problèmes de gouvernance.

La question que je voudrais poser à M. Morris, pour répondre à l'appel que vous nous avez lancé, Monsieur le Président, d'aller droit au but, est la suivante. Le mandat du PAM a été élargi en 1999 pour faire du Programme un instrument de développement. En effet, le PAM était appelé à utiliser l'aide alimentaire, essentiellement et prioritairement pour soutenir les actions de développement économique et social. C'était sa première mission. Les autres missions consistent en des missions dites « d'urgence » pour faire face aux besoins immédiats des réfugiés et des populations victimes de crises humanitaires.

À l'heure actuelle, les fonctions, les missions d'urgence semblent être, si non la priorité, du moins l'essentiel de ce que fait le PAM. Qu'en est-il de la fonction essentielle qui permet d'éviter les situations d'urgence, à savoir l'utilisation de l'aide alimentaire pour soutenir les actions de développement? C'est la question que je voulais poser au Directeur exécutif du PAM et qui se réfère au nouveau mandat du Programme. Nous souhaitons et nous saluons l'action du PAM, combien bénéfique pour les questions d'urgence, notamment aujourd'hui en Iraq. Mais ceci

ne nous empêche pas de revenir à l'essentiel de son mandat, à savoir soutenir les actions de développement pour prévenir les situations d'urgence.

M. Valdés (Chili) (*parle en espagnol*) : Je voudrais remercier M. Morris de son rapport et des informations remarquables qu'il a présentés aujourd'hui au Conseil.

Comme l'on dit les orateurs qui n'ont précédé, on ne peut qu'être profondément touché par la dimension de la tâche à accomplir, par la gravité de la crise et par les difficultés que rencontre le Programme alimentaire mondial pour traiter de situations telles que celle de l'Éthiopie et de l'Érythrée dont M. Morris a décrit l'urgence. À l'instar de l'Ambassadeur Cunningham, nous nous demandons comment le Programme peut faire face aujourd'hui à une situation d'urgence qui touche 11 millions de personnes, sans savoir précisément – ou plutôt sans que nous sachions précisément – quelles sont les contributions réelles que l'on peut attendre de la part des pays donateurs. Ma première question va donc dans le même sens que ce qu'a déjà dit l'Ambassadeur Cunningham. Face à une situation telle que celle que vous avez décrite pour l'Éthiopie et l'Érythrée, quelle est l'aide que nous pouvons espérer obtenir pour faire face à une situation d'une telle ampleur?

Deuxièmement, il est évident que lorsque l'on dit que la faim chronique augmente dans le monde en développement et que la faim dans le monde reste la principale cause d'urgences ou de déficiences sanitaires, nous remettons en fait en cause le système. Nous sommes confrontés à des problèmes qui, comme le disait à l'instant le représentant du Cameroun, ont trait aux politiques de développement et à la manière dont nous les abordons. L'Organisation des Nations Unies dispose d'instruments très précieux pour cela. Pendant des dizaines d'années, nous avons mis au point des organismes au sein du système qui ont pour fonction d'évaluer la situation des pays en développement et de rechercher les réponses, notamment par l'intermédiaire du Conseil économique et social, liées à ce que peut apporter le système international face à cette crise. Je voudrais demander à M. Morris s'il a d'autres réflexions sur cette question.

Enfin, bien que parfaitement conscient de la gravité de la situation en Afrique, M. Morris nous a expliqué, au début de son intervention, quelles sont les tâches que réalisent le PAM en Iraq. Je voudrais

proposer d'envisager la possibilité que le Conseil de tenir une autre séance, au cours de laquelle M. Morris pourrait nous parler directement de cette question.

M. Schumacher (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier M. Morris pour son remarquable exposé et, surtout, pour les efforts qu'il ne cesse de fournir afin de maintenir le Conseil informé. Je voudrais quelque peu contester l'une des observations qu'il a formulées et selon laquelle nous accepterions de manière presque routinière pour l'Afrique une situation qui ne serait pas acceptée pour d'autres régions du monde. Acceptons-nous vraiment de manière « routinière » la situation qui prévaut en Afrique? N'y a-t-il pas plutôt un phénomène, si je puis dire, de « lassitude » des donateurs?

Je me souviens parfaitement qu'il y a environ 10 ans, il y a eu une autre crise alimentaire grave en Afrique australe et que la communauté internationale a alors répondu très efficacement à l'appel lancé par le Programme alimentaire mondial et d'autres instances pour faire face à cette crise. Aujourd'hui, nous sommes de nouveau confrontés à la même situation.

M. Morris a dit que deux problèmes se conjugueraient ici : le fléau du VIH/sida et la crise alimentaire, tout en faisant vaguement allusion, avec d'autres orateurs, à des problèmes provoqués par l'homme. N'y a-t-il pas, en fait, trois éléments qui se conjuguent en l'occurrence, pour former ce cocktail léthal quasiment impossible à gérer lorsqu'on a ce genre de situation dans le monde? N'est-ce pas cette conjonction de mauvaise gouvernance, du VIH/sida et de la crise alimentaire qui est le problème auquel nous sommes confrontés aujourd'hui?

À cet égard, ma question à M. Morris est la suivante : n'est-il pas juste de dire que sauf à aborder globalement la question de l'établissement de la bonne gouvernance dans le monde, tout effort isolé de règlement du VIH/sida ou de la crise alimentaire ne sera rien d'autre qu'un effort de plus? Je tiens à rappeler que la bonne gouvernance est un élément important et un objectif important de la Déclaration du Millénaire qui a été adoptée par nos chefs d'État il y a trois ans. Malheureusement, elle ne fait pas partie de la rubrique « objectifs de développement du Millénaire ». J'espère réellement qu'à l'avenir, lorsque l'on parlera des objectifs de développement du Millénaire dans les débats sur cette question en appelant, comme c'est logique, aux donateurs pour répondre à ces problèmes,

ce troisième élément, la bonne gouvernance, fera également partie de ces objectifs importants.

M. Akram (Pakistan) (*parle en anglais*) : Ma délégation s'associe aux délégations qui l'ont précédée pour remercier M. James Morris de son exposé excellent et très complet. Nous connaissons le travail remarquable réalisé par le Programme alimentaire mondial dans de si nombreuses crises, notamment, chez un pays voisin, l'Afghanistan, et nous avons la plus haute estime pour cette organisation.

Dans le cadre de l'exposé que nous venons d'entendre cet après-midi, le problème fondamental que nous devons examiner ici est le rapport particulier entre la crise alimentaire en Afrique et cette menace à la paix et à la sécurité. J'aimerais beaucoup connaître les vues de M. Morris sur la façon exacte dont il pense que ce rapport fonctionne – est-ce que c'est un rapport négatif, qui pourrait éventuellement être retourné de façon positive?

M. Morris a dit que notre objectif, par exemple au Zimbabwe, n'était pas de politiser l'aide alimentaire mais plutôt de la dépolitiser et que chacun doit pouvoir avoir accès à cette aide, comme le veulent les principes humanitaires. C'est, du reste, parfaitement exact. Cependant, pourrions-nous, par exemple, utiliser la fourniture d'une aide alimentaire – de la sécurité alimentaire – comme un encouragement au règlement des conflits dans certaines des crises que l'on connaît en Afrique et ailleurs? Sans politiser, sans priver les gens de l'aide humanitaire dont ils ont besoin, ne pourrait-on pas utiliser l'apport de l'aide alimentaire ou de l'aide dans le domaine agricole, de l'aide au développement, du soutien technique, etc. comme éléments de règlement des conflits, en Afrique et ailleurs?

Deuxièmement, sur un plan plus immédiat, s'agissant de la sécheresse menaçante dans la corne de l'Afrique et du conflit entre l'Érythrée et l'Éthiopie, M. Morris pense-t-il que la sécheresse qui menace la corne de l'Afrique et du conflit ou qu'elle a pu, au contraire, avoir l'effet inverse? Je crois que l'aide alimentaire reçue par l'Éthiopie est peut-être plus généreuse que celle reçue par l'Érythrée. Y a-t-il des raisons à cela et si oui, sont-elles en rapport avec le conflit en cours? Voilà quelques réflexions que m'inspirait cet exposé.

Enfin, je voudrais dire que j'appuie la proposition de mon collègue du Chili, l'Ambassadeur Valdés, au

sujet de la tenue d'une séance d'information analogue du Conseil de sécurité sur la situation en Iraq.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je voudrais maintenant donner l'occasion à M. Morris de répondre aux questions qui lui ont été posées. Cela permettra aux membres du Conseil de sécurité qui souhaitent poser des questions auxquelles M. Morris a déjà répondu d'insister sur d'autres points en fonction des réponses qu'il va nous apporter maintenant. Je donne la parole à M. Morris.

M. Morris (*parle en anglais*) : Pour répondre à la question des États-Unis, que je remercie au passage – il faut rappeler qu'en 2001, les États-Unis ont contribué pour plus de 60 % à l'aide humanitaire fournie par le Programme alimentaire mondial – le dernier des messages que nous avons essayé de faire passer, au sujet de l'Afrique australe – et je signale, en passant, que je suis tout à fait d'accord avec l'Ambassadeur d'Allemagne concernant la bonne gouvernance et la façon de diriger les pays, qui est un point fondamental, à la base de tout le reste – c'est que le problème des enfants est absolument écrasant. Il y a 11 millions d'orphelins du sida en Afrique subsaharienne; 780 000 au Zimbabwe; entre 400 000 et 500 000 au Malawi et en Zambie. La moitié des chefs de familles ont plus de 65 ans et il n'est pas rare de voir une fillette de 14 ans pas plus haute que ma petite-fille de 7 ans chargée d'une famille de cinq enfants. La responsabilité du monde face à ces enfants est énorme, que ce soit pour leur éducation, leur alimentation ou leur santé.

Cet état de choses a également eu des répercussions catastrophiques sur la structure des ressources humaines des gouvernements et institutions. J'ai déjà parlé de la pénurie d'enseignants et de la perte et de l'insuffisance des ressources humaines. Nous sommes arrivés à un point où nous parlons de la nécessité de reconstituer les systèmes. Il ne reste quasiment plus de personnel médical en Afrique australe – de médecins, d'infirmiers et de pharmaciens. Il faudra beaucoup de talent, de compétences pour régler ces problèmes. Nous devons donc faire des enfants et des compétences humaines nos principales priorités. La question du VIH/sida est immense. L'an dernier, plus d'un demi-million de personnes sont mortes des suites du VIH/sida dans ces six pays; il y a 30 millions de séropositifs en Afrique, soit 3,5 % de plus que l'an dernier; et 34 % de la population adulte du Zimbabwe vit avec le VIH/sida. Et ce sont des

chiffres que l'on retrouve dans d'autres pays de cette région.

Nous avons misé sur l'importance de l'investissement dans le secteur agricole – micro et macro investissement – et sur la nécessité d'élargir la base des donateurs. Dans le monde, la première priorité est de prendre soin avant tout de ses propres problèmes, mais nous sommes tous un peu responsables de ceux, ailleurs, dont le sort est pire que le nôtre. Nous travaillons très dur pour élargir notre base de donateurs. Nous allons avoir besoin de 3,8 millions de tonnes de vivres en Afrique cette année; il va nous falloir 1,8 milliard de dollars, en plus des 300 millions qui nous restent de l'année dernière.

Huit de nos 10 principaux donateurs ont accru de façon significative leur contribution au Programme alimentaire mondial l'an dernier. Il faut que nous maintenions cette tendance à la hausse. Nous avons besoin de nouveaux donateurs. Et nous avons besoin de l'aide du secteur privé.

En ce qui concerne la question posée par le Cameroun – nous avons d'ailleurs un bureau régional à Yaoundé; le Cameroun est un grand ami –, il y a 10 ans, 80 % de notre appui était destiné au développement. Aujourd'hui, 80 % est destiné à l'aide d'urgence. J'ignore ce qui s'est passé dans le monde – je ne suis pas un savant –, mais nous conduisons à l'heure actuelle, avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, trois fois plus d'études d'évaluation des catastrophes naturelles qu'en 1965 et deux fois plus qu'en 1990.

Un changement s'est opéré. Les ressources sont sans doute limitées et elles sont utilisées pour maintenir les personnes en vie et pour réduire les souffrances humaines dans les situations d'urgence. En cas d'urgence, nous nous efforçons, dans la mesure du possible, de faire en sorte que nos activités aient des retombées à long terme en matière de développement. Donner à manger à un enfant tout en l'incitant à aller à l'école, c'est du développement. Nourrir un enfant avec des aliments à plus forte valeur nutritive, plus riches en iode, en vitamine A ou en fer, c'est développer les ressources humaines d'un pays à long terme. Certains de nos principaux investissements concernent les programmes de type « vivres contre nourriture », dans lesquels nous mettons des vivres à disposition à condition que les personnes participent à la reconstruction des infrastructures communautaires.

Ainsi, tant la communauté que les familles sont gagnantes.

Nous sommes profondément préoccupés de voir qu'à l'heure actuelle, seulement 20 % de nos ressources sont destinées au développement à long terme, à la prévention. Cela pose d'énormes problèmes, notamment dans un pays comme l'Éthiopie; c'est aussi un grave problème en plusieurs points du globe.

Notre collègue du Chili a posé une question sur l'assistance requise en Éthiopie et en Érythrée. Nous comptons, en Éthiopie, nourrir environ 40 % de la population victime de la faim, tandis que le reste sera pris en charge par le Gouvernement, par les organisations non gouvernementales ou de façon bilatérale. Nous avons levé autour de 205 millions de dollars pour ce pays. Nous faisons du bon travail, puisque nous avons récolté environ 70 % des fonds nécessaires. La situation est bien plus complexe en Érythrée. Nous comptons lever plus de 100 millions de dollars, mais nous avons obtenu moins de 20 % de cette somme. Notre collaboration avec le Gouvernement éthiopien est vraiment très bonne.

Pour répondre à la question des conflits, soulevée par le représentant du Pakistan, j'ai l'impression que 900 000 soldats de l'armée érythréenne sont encore en cours de rapatriement. L'absence de cette importante main-d'oeuvre dans l'agriculture constitue l'un des facteurs clefs du problème en Érythrée. Je pense donc que le conflit a aggravé le problème, cela ne fait aucun doute.

Les investissements réalisés dans les systèmes d'alerte rapide, les systèmes d'évaluation ainsi que les systèmes de surveillance agricole et sanitaire sont extrêmement importants. Ils nous aident à identifier les risques à court terme et à nous y préparer. Nous devons investir davantage pour renforcer notre efficacité dans ce domaine. Les techniques nécessaires existent. En analysant les problèmes, nous nous sommes jusqu'à présent exclusivement préoccupés des questions alimentaires. Or, à l'heure actuelle, en procédant à nos évaluations et en analysant la gravité d'un problème, nous devons aussi nous intéresser à d'autres questions.

Je suis tout à fait d'accord avec mon collègue de l'Allemagne. Les questions de la gestion des affaires publiques et de la volonté politique sont de la première importance. Certains pays, comme le Zimbabwe, sont actuellement confrontés à des problèmes particulièrement complexes. Je suis un peu plus

optimiste quant à la situation agricole du Malawi et de la Zambie pour cette année - idem pour le Mozambique, le Lesotho et le Swaziland. En revanche, au Zimbabwe, le nombre de personnes en danger s'est accru, tandis que la production agricole, elle, n'a pas augmenté. On ne dispose pas des devises nécessaires pour importer. Le secteur privé est paralysé. La communauté des donateurs est véritablement active dans le pays. Ces problèmes exigeront une grande capacité d'action, sinon, il sera impossible de redresser la situation.

La question que le Pakistan a posée sur le lien à établir entre la paix et la sécurité, d'une part, et les problèmes alimentaires, d'autre part, est tout à fait pertinente. Il ne fait aucun doute pour moi que des personnes affamées agissent différemment de celles qui ne souffrent pas de faim. Les risques de comportements violents sont moindres chez les personnes qui mangent à leur faim, qui apprennent que leur vie est remplie d'espérances et de chances et qui ont un avenir. Certes, nous avons parlé de la question des réfugiés et des personnes déplacées. Nous avons utilisé les vivres, dans une certaine mesure, pour régler les conflits en Angola et en Sierra Leone. Nous avons utilisé les vivres comme incitation à poser les armes, et cela a plutôt bien marché. C'est d'ailleurs une question qui, à mon avis, mérite un examen approfondi de notre part. Nous essayons de rester concentrés sur l'objectif humanitaire - le monde ne veut laisser personne mourir de faim. Nous sommes surtout préoccupés par le sort des personnes les plus vulnérables, comme les femmes et les enfants. Nous nous efforçons de rester à l'écart de tous les autres débats politiques en cours. Néanmoins, le représentant du Pakistan a soulevé une question qui mérite notre attention.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie M. Morris de ses réponses.

M. Tafrov (Bulgarie) : Je voudrais faire deux brefs commentaires et poser une question à M. Morris. D'abord, je voudrais remercier M. Morris pour son exposé extrêmement éloquent, qui est, je crois, susceptible de nous faire réfléchir davantage sur ce que peut faire le Conseil de sécurité.

Cela m'amène à mon deuxième commentaire. Je voudrais vous remercier spécialement, Monsieur le Président, d'avoir programmé la séance d'aujourd'hui, dans la mesure où, comme on s'en rend compte, la situation alimentaire en Afrique australe et ailleurs sur

le continent a des implications directes sur la sécurité du continent et, vice-versa, la sécurité – ou plutôt l'insécurité – a des implications négatives sur la situation alimentaire.

De ce point de vue, je crois qu'il est très important que le Conseil sache et puisse, à l'avenir, intégrer dans son approche des conflits en Afrique les données et les critères relatifs à la sécurité alimentaire. À cet égard, je soutiens sans réserve la proposition de l'Ambassadeur Valdés. Je crois que le Conseil devrait aller encore plus de l'avant, sans être timide et sans craindre d'aller au-delà de son champ de compétences.

Ma question à M. Morris porte sur la Somalie. Il a parlé de la corne de l'Afrique. La Somalie est un pays qui figure à l'ordre du jour du Conseil et qui connaît des difficultés majeures. Où en est-on du point de vue de la sécurité alimentaire dans ce pays de la corne de l'Afrique? Quelle est l'attitude des pays donateurs et des donateurs en général vis-à-vis de la Somalie?

Sir Jeremy Greenstock (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je partage les sentiments de mes collègues quant à l'importance de l'exposé de cet après-midi et au rôle admirable du Programme alimentaire mondial. Je tiens à ce que les louanges du Conseil s'adressent à toute l'équipe dirigée par M. Morris. Il s'agit en effet d'un immense travail d'équipe – un des plus grands accomplissements d'un des organes de l'ONU.

Je voudrais revenir sur la raison pour laquelle nous sommes présents aujourd'hui pour entendre cet exposé. Je poserai la question suivante à M. Morris : Qu'attend-il exactement du Conseil de sécurité? Il a déclaré que le Programme alimentaire mondial traitait de plus en plus des symptômes, et non pas des causes, qu'il se concentrait sur la misère qui résultait de la faim et d'autres problèmes annexes. Cela signifie, selon lui, que le Programme alimentaire mondial se penche sur des questions qui vont au-delà des questions alimentaires et qu'il est de moins en moins à même – cela me semble implicite dans ses propos – de s'attaquer aux causes profondes.

Or, d'après son rapport, les causes sont autant les problèmes structurels que les situations d'urgence. Elles peuvent résider aussi dans la malchance ou les intempéries. En conséquence, peut-être le système onusien devrait-il s'occuper de ces causes structurelles, tout en traitant les souffrances causées par le manque de nourriture ou par la mauvaise santé dans le monde.

Oui, cette situation est liée aux politiques de production et aux modalités qui régissent la production alimentaire; oui, les donateurs ne sont jamais assez actifs; oui, nous pourrions faire beaucoup plus si nous disposions d'un budget deux fois plus élevé et de deux fois plus d'organismes; mais cette situation tient également aux interférences avec les problèmes sanitaires, en particulier le VIH/sida; à la paix et à la sécurité sur le terrain; à la gouvernance; et aux problèmes à court terme et à long terme.

Nous pourrions continuer à analyser, et c'est ce que M. Morris fait dans ses déclarations orales et écrites. Cependant, dans la version écrite, les sept propositions, de même que les six propositions qu'il a mentionnées à la fin de son exposé, ne relèvent pas directement de la responsabilité du Conseil de sécurité en tant que telle. Elles relèvent de la responsabilité des organismes des Nations Unies, de la communauté des donateurs et des gouvernements sur le terrain. Pourtant, M. Morris a terminé son exposé en soulignant l'importance des aspects liés à la diplomatie et au maintien de la paix.

J'aimerais donc que M. Morris nous donne des exemples des mesures que pourrait prendre le Conseil de sécurité. Je pense en particulier à trois choses. Premièrement, bien entendu, la résolution des conflits. Il a précisé que la situation s'améliorait en Angola et en Sierra Leone; l'Éthiopie-Érythrée ne va pas encore assez bien; et il se peut que la situation se dégrade en Côte d'Ivoire ainsi que dans d'autres endroits. Le Liberia demeure un problème et les rébellions et les guerres continuent de poser des difficultés dans d'autres parties de l'Afrique.

Deuxièmement, il y a le problème de la politisation et de la gouvernance. C'est peut-être là aussi un domaine où le Conseil de sécurité pourrait jouer un rôle.

Le troisième domaine – que nous n'avons pas encore évoqué, mais dont il faudrait peut-être débattre entre nous et avec les organisations soeurs – est la coordination. Si, derrière ce tableau de faim et de misère, il n'y a pas seulement un environnement, des politiques agricoles et les faits sur le terrain dans le domaine agricole, mais aussi la santé, la gouvernance, les guerres ainsi que de nombreux autres aspects, l'interaction entre le Programme alimentaire mondial et le Conseil de sécurité ne devait-elle pas inclure une réflexion sur la coordination de la réponse? Il ne nous

appartient pas de traiter de ces problèmes, mais il est de notre responsabilité de contribuer à leur solution et par suite d'oeuvrer avec d'autres dans ce sens. M. Morris ne voit-il pas qu'il est urgent d'améliorer la coordination au sein des systèmes international et onusien, ce qui nous ramène souvent au problème de la gouvernance?

M. Morris a mentionné le Zimbabwe parce que c'est une région de l'Afrique australe où les choses sont en train d'aller bien plus mal qu'ailleurs. Il n'a pas dit que c'était une fatalité, mais il n'a pas parlé non plus de raisons climatiques ou de coïncidences malheureuses. Il y a des choses qui pourraient aller mieux sur le plan humain. Cela est vrai également dans certaines parties de l'Afrique où des politiques saines pourraient améliorer la situation immédiatement. Dans quelle mesure M. Morris pense-t-il que le Conseil de sécurité peut faire une différence? Et puisqu'il n'a plus que quelques minutes à passer parmi nous aujourd'hui, peut-il nous dire ce qu'il aimerait que nous fassions avant son retour parmi nous pour que les choses commencent à s'améliorer du point de vue du Programme alimentaire mondial au lieu de continuer à se dégrader?

Mme Menéndez (Espagne) (*parle en espagnol*) : Je voudrais tout d'abord vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir organisé cette intéressante séance, qui nous semble très importante. Mes remerciements vont également à M. Morris pour son exposé très intéressant, qui était concis mais néanmoins très instructif. Les faits qu'il nous a présentés sont très durs et très frappants. Il nous a permis de prendre conscience de la réalité du problème de manière extrêmement claire.

Nous avons deux questions. La première rejoint ce que l'Ambassadeur Greenstock vient de dire, mais nous aimerions la formuler plus précisément : nous nous demandons si nous avons tiré des enseignements des succès et des échecs du passé, là où l'on est parvenu à éviter la famine en Afrique et là où cela s'est avéré impossible? Le Programme alimentaire mondial peut-il nous dire ce qu'a fait le Conseil de sécurité, si tant est qu'il ait fait quelque chose, en de tels cas, et comment il pourrait réagir à l'avenir?

Ma deuxième question concerne un concept que M. Morris nous a présenté lui-même dans sa déclaration, mais qu'il a évoqué succinctement dans sa première série de réponses aux questions que nous lui

avons posées. Il s'agit du concept de « reconstitution », (replenishment). Il a dit qu'il était très difficile actuellement de mettre en oeuvre des politiques favorisant les activités de renforcement des capacités dans des situations où, par exemple, les parents sont décédés ou malades et ne peuvent donc assurer le transfert des connaissances agricoles à leurs enfants. Le Programme alimentaire mondial, seul ou en coopération avec d'autres institutions, a-t-il réfléchi à l'idée de reconstitution des capacités, qui a, me semble-t-il, été mentionné précédemment par M. Morris?

M. Duclos (France) : Je voudrais à mon tour dire à M. Morris notre gratitude pour cet exposé extrêmement intéressant où, je crois, on nous a communiqué à la fois des faits, des chiffres très importants ainsi qu'une expérience humaine.

Nous accordons, nous aussi, une importance primordiale à la question de la crise alimentaire en Afrique et, comme l'a dit M. Morris, nous souhaitons profiter de la présidence du G-8 pour mettre ce sujet au premier plan de l'ordre du jour de cette structure.

En ce qui concerne l'exposé que M. Morris a présenté, je crois que nous avons tous été très frappés par l'ampleur de la crise ainsi que par tout ce qu'il a pu dire sur l'interconnexion entre les différents facteurs qui expliquent, qui contribuent et qui amplifient cette crise. Beaucoup de questions posées par mes collègues autour de cette table portaient, d'une manière ou d'une autre, sur ce qui contribue à la crise alimentaire.

J'ai été frappé pour ma part par le fait que M. Morris a beaucoup parlé de l'Afrique australe, comme étant peut-être la région qui cristallise ces facteurs les plus inquiétants de la situation actuelle de l'alimentation en Afrique, peut-être parce que c'est une région qui n'est pas prédisposée, qui était moins prédisposée que d'autres aux grandes famines et parce que c'est peut-être là aussi que se manifestent de la manière la plus spectaculaire les effets, les ravages du sida à tel point que c'est peut-être dans cette région que se pose de la manière la plus sérieuse la question de savoir si les morts actuelles ne compromettent pas la vie pour le futur et la capacité de ces sociétés à pouvoir redresser la situation pour l'avenir.

M. Morris a lui-même dit qu'il voulait se concentrer sur l'aspect humanitaire, sur la question alimentaire et que, par conséquent, il ne faut peut-être pas lui poser trop de questions sur la stratégie

d'ensemble ou sur les questions parallèles. Cependant, naturellement, toutes les questions que nous lui avons posées reviennent un peu à la question de savoir si dans ces situations particulièrement terribles, il ne faut pas repenser une stratégie d'ensemble de la communauté internationale vis-à-vis de ces sociétés. C'est une question insoluble en quelques minutes d'exposé.

Mais j'aimerais poser, dans ce contexte, une question plus précise : est-ce qu'à partir de son expérience, M. Morris a le sentiment que, par exemple, en Afrique australe où, encore une fois, il m'a semblé qu'il y avait le cas le plus frappant, le plus illustratif, toute la coordination nécessaire entre les principaux acteurs de la communauté internationale est effectivement assurée? Ou est-ce qu'il n'y aurait pas un besoin de rassembler davantage nos forces pour traiter le problème sous les différents angles qu'il a lui-même mentionnés? Je vous remercie beaucoup de votre attention.

J'ajouterai peut-être que moi aussi, je serais intéressé par un exposé ultérieur de M. Morris sur l'Iraq mais je souhaiterais aussi, comme il nous l'a proposé que dès cet après-midi, il puisse nous donner quelques indications préliminaires.

M. Boubacar Diallo (Guinée) : Je voudrais joindre ma voix à celles des orateurs qui m'ont précédé pour dire toute l'appréciation de ma délégation à M. James Morris pour son exposé fort riche et édifiant sur la crise alimentaire en Afrique. La dernière fois que M. Morris nous a entretenu de ce sujet, c'était le 3 décembre 2002. De l'exposé qu'il vient de faire, le constat général qui s'impose, c'est que le tableau est loin d'être rose. C'est plutôt, je crois, le contraire qui se produit. La situation alimentaire dans le continent devient de plus en plus préoccupante avec, comme il l'a dit, des causes diverses variant d'une zone à l'autre, souvent même d'un pays à l'autre.

La question que je voudrais poser porte sur l'approche à adopter pour résoudre la crise alimentaire en Afrique. Existe-t-il une coordination des différents acteurs impliqués dans la lutte pour la sécurité alimentaire en Afrique? Si oui, comment fonctionne-t-elle? Et dans le cas contraire, est-il possible de mettre sur pied un mécanisme viable de coordination en vue de conférer à cette lutte plus d'efficacité.

M. Mekdad (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : J'aimerais m'associer aux orateurs

précédents pour souhaiter la bienvenue à M. Morris et dire ma satisfaction pour son exposé riche en informations. Il s'agit de l'un des thèmes les plus brûlants et les plus importants auquel le Conseil de sécurité n'a pas consacré suffisamment de temps. Comme l'a indiqué l'Ambassadeur Greenstock, il y a certaines limites aux responsabilités du Conseil de sécurité. Cette question a trait à la responsabilité des États et, comme l'a dit l'Ambassadeur Schumacher de l'Allemagne, à la bonne gouvernance. Toutefois, en dépit de ces limitations, je pense que cette question revêt une grande importance. Elle mérite un examen plus approfondi afin que nous puissions clarifier le rôle que le Conseil pourrait jouer dans le règlement de ce problème important.

Au début de son exposé, M. Morris a évoqué le problème actuel de l'Iraq. Nous suivons de près le rôle que joue le Programme alimentaire mondial (PAM) dans le cadre du programme « pétrole contre nourriture ». Je pense qu'il a joué un rôle constructif. Je pense que M. Morris conviendra avec moi de ce que la situation a changé depuis que la guerre a éclaté en Iraq. Nous sommes d'avis que le PAM et les organismes humanitaires ont un nouveau rôle à jouer, différent du rôle joué par le programme « pétrole contre nourriture ». C'est parce que le programme « pétrole contre nourriture » se limitait à répondre aux besoins de la population iraquienne pendant une période de temps donnée et dans une situation bien particulière. Mais à présent, tout a changé. La guerre fait rage. Cette guerre doit être régie par les Conventions de Genève, en particulier la quatrième Convention de Genève. Nous estimons qu'il ne faudrait pas utiliser des fonds irakiens pour payer l'aide fournie. Nous ne devrions pas leur soutirer de l'argent pour les nourrir. Il faut utiliser des fonds internationaux. Le PAM n'a-t-il pas les fonds nécessaires pour faire face aux nouveaux besoins créés par la guerre?

M. Gaspar Martins (Angola) (*parle en anglais*) : Je voudrais moi aussi remercier M. Morris d'être venu. Ce n'est pas un hasard s'il vient au Conseil de sécurité. On pourrait se demander pourquoi. M. Morris s'occupe de l'aide alimentaire; le Conseil de sécurité s'occupe de la paix et de la sécurité. Pourtant, sa venue est opportune. Je crois que le lien avait été établi par les propos tenus par l'Ambassadeur Greenstock.

À un moment donné, dans son exposé, M. Morris a dit que ce dont l'Afrique avait besoin, c'était une

révolution verte, c'est-à-dire le contraire des révolutions que nous avons connues et qui sont peut-être des révolutions rouges – nous avons vu beaucoup de sang couler. Nous devons changer cela. Très souvent, les pénuries alimentaires, la famine et les conditions dramatiques qui règnent dans un certain nombre de régions créent des conditions qui favorisent les troubles.

Je poserai une question. J'ai pris note, moi aussi, d'une observation faite par M. Morris : 80 % des ressources du PAM sont consacrées à des situations d'urgence – autrement dit à la distribution alimentaire. Seulement 20 % est destiné au développement, ou à la production alimentaire et à la solution d'autres problèmes. On a évoqué la possibilité d'investir davantage dans les systèmes d'alerte précoce qui sont indispensables pour prévenir des situations de crise alimentaire. Ma question est de savoir comment la situation évoluera. M. Morris envisage-t-il de mettre l'accent davantage sur la production alimentaire et d'affecter des ressources accrues au développement, afin de créer les conditions propices à la production alimentaire, plutôt qu'aux situations d'urgence? Certes, il y a des situations qui sont des urgences. Mais dans certaines de ces situations – certaines ont été mentionnées, comme le cas de mon pays par exemple – nous passerons de situations de crise à des situations d'après-conflit, et les 80 % dont nous parlons vont probablement baisser.

Dans quelle direction allons-nous? En d'autres termes, allons-nous investir davantage dans le développement et moins ailleurs, pour lancer, comme l'a dit M. Morris, la révolution verte?

M. Zhang Yishan (Chine) (*parle en chinois*) : J'ai écouté très attentivement l'exposé détaillé et instructif de M. Morris qui nous aide beaucoup à mieux comprendre la situation alimentaire en Afrique. Il faut cependant reconnaître que le tableau qu'il nous a présenté – 40 millions de personnes confrontées à des pénuries alimentaires et en danger de malnutrition – est très sombre. Sans les efforts considérables de M. Morris et de ses collègues, la situation serait aujourd'hui encore plus grave et encore plus effrayante.

Nous avons un proverbe en Chine : donnez un poisson à quelqu'un, et il ne peut en faire qu'un repas, mais si vous lui apprenez à pêcher, il pourra en profiter toute sa vie et vivre dans le confort. Il est donc évident

qu'outre le fait de fournir de l'aide, il vaudrait mieux, pour éliminer la pauvreté et les pénuries alimentaires, apprendre aux gens à pêcher.

Je voudrais savoir si le PAM travaille ou non avec d'autres organisations internationales pour accroître les capacités d'autosuffisance afin que l'aide d'urgence puisse produire de meilleurs résultats.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je voudrais faire une observation et poser une question en ma capacité de représentant du Mexique.

Comme M. Morris l'a si bien indiqué, il est clair que la situation alimentaire en Afrique australe et dans d'autres parties de ce continent nous laisse perplexe face à un engagement dont la communauté internationale n'a pas encore réussi à s'acquitter pleinement. Mais la sécurité alimentaire, qui est un impératif moral et un défi colossal, est également une question qui ne sera réglée que par le biais de changements profonds dans la région.

Il est évident que l'être humain a un droit inaliénable à une alimentation saine et équilibrée et que donc, la difficulté immédiate est d'accroître la production alimentaire durable et à partir de là, d'en faire profiter les secteurs les plus vulnérables. Il faut réaliser cela en Afrique et ce, dans un contexte particulièrement défavorable : on constate une dégradation des sols, une désertification, et comme M. Morris l'a indiqué, une recrudescence extraordinaire de catastrophes naturelles, de maladies, de conflits violents, de troubles civils, dont les conséquences se transmettent d'une génération à l'autre et qui se manifestent dans des questions aussi simples que la présence d'explosifs et de mines dans les champs cultivés, les changements climatiques et, chose non moins importante, l'épidémie de VIH/sida et d'autres maladies telles que le paludisme ou la tuberculose, qui sapent également la capacité des sociétés à produire.

Dans ces circonstances, et compte tenu de cette combinaison, dont nous avons parlé, des facteurs internes et externes, la communauté internationale a une obligation. M. Morris a signalé qu'il fallait 1,8 milliards de dollars, chiffre qui paraît fantastique et qui, cependant, ne l'est pas si on le compare aux dépenses militaires mondiales actuelles qui sont, elles, infiniment supérieures à ce chiffre.

Compte tenu de tout cela, je voudrais simplement reprendre à mon compte la question posée par l'Ambassadeur Greenstock. Dans cette optique, et compte tenu de tous les facteurs, de l'avis de M. Morris, que pourrait faire le Conseil de sécurité maintenant même, outre ce qui a déjà été décidé comme étant une tâche urgente, en ce qui concerne les donateurs et l'attention que le Conseil devrait accorder à cette question? De l'avis de M. Morris, que devrait faire le Conseil de sécurité de concert avec d'autres organes des Nations Unies pour faire face à cette crise énorme qu'il nous a décrite?

Je reprends mes fonctions de président du Conseil. Je donne la parole à M. Morris.

M. Morris (*parle en anglais*) : Je dois dire que les deux séries de questions ont soulevé des problèmes de fond, et qu'il est très important pour le Programme alimentaire mondial et pour nos collègues que les membres du Conseil aient tous accordé autant d'intérêt à notre travail. De toute évidence, je ne peux pas, cet après-midi, donner aux membres du Conseil les réponses qu'ils méritent. Comme nous l'avons fait la dernière fois, nous allons répondre de manière très détaillée par écrit à toutes les questions; nos réponses seront mises à la disposition de tout le monde.

Le représentant de la Bulgarie a posé une question sur la Somalie. La situation y est extrêmement agitée. Il est très, très difficile d'y travailler et d'évaluer l'ampleur des problèmes, en raison du conflit. Nous sommes présents sur place depuis fort longtemps. C'est l'un des endroits où opère le service aérien humanitaire des Nations Unies. Notre programme, cette année, consiste à nourrir près de 3 millions de personnes dans le pays. Nous y sommes assez bien parvenus par le passé. Nous avons pu collecter presque 75 % des ressources nécessaires pour faire notre travail. Il est encourageant de voir qu'il s'agit d'un endroit pour lequel il existe une base très large de soutien, puisque environ 20 pays nous ont apporté de l'aide en Somalie.

Le Royaume-Uni a posé une question. Je voudrais d'abord exprimer ma reconnaissance envers l'un des collègues de Sir Jeremy, M. Anthony Beattie, qui est le Président exécutif de notre Conseil d'administration cette année. M. Beattie est un élément extrêmement compétent, efficace et intelligent. La question posée par le Royaume-Uni avait trait à des problèmes structurels. À l'évidence, il existe des problèmes

structurels à tous les niveaux. Ceux-ci touchent par exemple les familles d'exploitants agricoles, les opérations d'échange sur les marchés ainsi que le système permettant à l'agriculture de survivre et de prospérer. Le représentant du Royaume-Uni a demandé ce que pouvait faire le Conseil de sécurité, une question qui allait dans le même sens que celle posée par le Président. Je pense tout d'abord que le Conseil de sécurité peut contribuer à placer les questions humanitaires, et l'alimentation est un aspect parmi toutes ces nombreuses questions, au centre de l'ordre du jour mondial. Les questions humanitaires relèvent de la sécurité. Si les gens sont traités de manière humaine, s'ils disposent des éléments fondamentaux leur permettant de vivre dans l'espoir et de s'épanouir, de réaliser leurs potentiels et de se comporter de manière civilisée, je pense alors que les questions de sécurité se poseront de manière moins grave, moins aiguë. Notre mission a un impact énorme sur les familles, sur les enfants, sur les personnes. Il s'agit de sauver des vies et d'améliorer les conditions de vie des individus de manière à en faire des citoyens productifs.

Ce que nous entreprenons est aussi extrêmement important s'agissant de réduire les conflits. Et nous devons réfléchir plus avant à cet aspect. Je suis heureux de constater que les membres du Conseil s'intéressent à cette question. Parce qu'ils sont en contact avec leurs capitales, cette réflexion devient pleinement partie du dialogue. En général, nous avons des contacts avec les ministères de l'agriculture, ce qui est très important, mais lorsque nous pouvons aussi avoir des contacts avec les ministères des affaires étrangères ou des finances, nous réussissons mieux et le pays en question devient un partenaire plus fort.

S'agissant de la politisation de l'aide alimentaire, je crois que des prises de position fortes sur ce sujet de la part de l'organe politique le plus important au monde, c'est-à-dire le Conseil de sécurité, peuvent s'avérer très efficaces et très importantes. Le Conseil de sécurité doit être pris au sérieux et il est fondamental d'affirmer clairement que le droit à l'alimentation est un droit fondamental de la personne, sans que des questions de politique personnelles n'interfèrent alors que cette personne est totalement démunie. Il n'est pas d'instance au monde où il est plus important que ce genre de déclaration soit fait. L'alimentation, l'éducation et la santé sont au coeur même de la sécurité et sont au coeur de la qualité de la vie des individus. Nous évoquerons cette question de

manière plus approfondie et nous transmettrons aux membres la meilleure réponse possible. Il s'agira d'un bon exercice pour mes collègues.

La représentante de l'Espagne a demandé quels ont été les enseignements tirés de notre expérience. Nous avons appris que nous savons effectivement distribuer l'aide alimentaire. Il y a quelques années, en Éthiopie, avant que je ne dirige le PAM, un travail remarquable de distribution a été effectué empêchant ainsi que les gens ne meurent. Voilà une chose que nous savions faire. Nous apprenons désormais à utiliser l'alimentation comme outil de prévention, d'investissement et de développement. Nous savons ce qu'il faut faire. Nous savons à quel point il est important que des petits groupes communautaires soient mis en place et à quel point pouvoir compter sur des notables locaux compétents est essentiel. Nous avons appris également toute la difficulté qu'il y a à promouvoir l'aide non alimentaire. Nous avons appris qu'à somme égale, les investissements dans les semences, les engrais et le matériel agricole sont à terme plus profitables que les dollars dépensés pour la fourniture directe de produits alimentaires. Je n'arrive toujours pas à comprendre pourquoi il est si difficile de faire accepter cet état de faits. C'est au-dessus de moi. Mais voilà bien quelque chose dont nous sommes sûrs.

Nous avons appris également la valeur des systèmes d'alerte rapide et l'importance qu'il y a d'être bien informé. Nous savons que les investissements que nous effectuons tout au début d'une crise, le plus rapidement possible une fois arrivés sur place, sont plus productifs et ont davantage d'effet démultiplicateur que ceux effectués ultérieurement. Nous disposons d'un excellent document sur les enseignements tirés que nous pourrions communiquer aux membres du Conseil.

Une question a également été posée concernant le renforcement des capacités. Je pense que nous ne nous considérons pas véritablement comme des « bâtisseurs » de capacités. En Afghanistan, nous nous sommes servis des aliments pour payer 150 000 enseignants. Il n'y avait rien d'autre pour les rémunérer. Nous avons utilisé également l'alimentation pour payer toute la remise en place de la bureaucratie dans ce pays. Il y a un certain nombre de choses que nous avons faites dans le même ordre d'idée. Mais bien souvent nous nous tournons plutôt vers le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour donner les orientations en la matière.

Sur ce point, je voudrais évoquer la question de la coordination et la manière dont nous travaillons tous ensemble. La reconstruction des capacités dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'agriculture, dans cette région du monde, revêt une importance si capitale qu'elle va exiger l'effort de tout un chacun.

Le représentant de la France a posé une question sur la coordination. Sans vouloir répondre par des généralités, je voudrais simplement dire qu'en Afrique australe, le niveau de coopération est absolument remarquable. Toutes les institutions des Nations Unies, ainsi que la Communauté de développement de l'Afrique australe et toutes les organisations régionales de cette zone, de même que le Comité international de la Croix-Rouge et les organisations non gouvernementales, ont ensemble mis sur pied un système appelé le Bureau d'appui régional des Nations Unies pour la coordination inter-institutions (RIACSO). Il s'agit du bras de coordination régionale du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), de l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) et du PAM. Une centaine de personnes travaillent ainsi ensemble pour coordonner, au niveau régional, la réaction internationale. Cette initiative couvre six pays et fonctionne de manière remarquable.

La crise en Afrique australe va demeurer une crise alimentaire pendant encore quelques mois. J'ai bon espoir que nous parviendrons à sortir du problème agricole. Mais ce qui nous attend à l'avenir dans cette région, c'est une crise énorme liée à la gouvernance et au VIH/sida. Il sera donc très important de voir quels seront les enseignements tirés de RIACSO et comment ils nous aideront à reformuler nos politiques. Ceci donne peut-être partiellement réponse à la question du représentant de la Guinée.

Le représentant de la République arabe syrienne a posé une question à propos de l'Iraq et du nouveau rôle du PAM. Je remercie la Syrie et la République islamique d'Iran qui, tous deux, ont mis à disposition du PAM leurs réserves alimentaires, que nous pouvons utiliser en Iraq. Nous pouvons ainsi puiser rapidement et en fonction des besoins dans ces réserves. Nous devons bien sûr toujours les rembourser, mais le fait

que nous ayons ces réserves tout de suite à portée de main est une bénédiction.

Le PAM, comme je l'ai dit, est présent en Iraq depuis maintenant 12 ans. Nous sommes l'une des principales parties prenantes du programme « pétrole contre nourriture », que nous avons appliqué quotidiennement, de première main, avec 4 millions de Kurdes dans le nord, et dont nous avons aidé à faire le suivi dans le centre et le Sud du pays. En nous préparant au conflit qui s'annonçait, nous avons prépositionné suffisamment de vivres dans les pays de la périphérie de l'Iraq, pour alimenter jusqu'à 2 millions de personnes pendant 30 jours. Nous avons donc donné la priorité aux réfugiés et aux personnes déplacées susceptibles de se diriger vers la périphérie. Nous envisageons maintenant un programme sur six mois, dont le premier sera essentiellement consacré aux réfugiés et aux personnes déplacées, soit de 2 à 4 millions de personnes. Nous essayons de faire en sorte qu'ensuite, c'est-à-dire les deuxième, troisième et quatrième mois, il y ait des vivres pour nourrir toute la population iraquienne, soit 27 millions de personnes.

L'Iraq est un cas intéressant en ce que 60 % de sa population dépend entièrement du Gouvernement de l'État pour sa subsistance et que 100 % de la population en dépend pour au moins une partie. Le pays disposait d'un système de distribution alimentaire public efficace, avec 44 000 points de distribution dans lesquels étaient distribués les vivres du programme « pétrole contre nourriture ». Par conséquent, notre objectif est de veiller à un approvisionnement continu et suffisant en produits alimentaires de façon à pouvoir alimenter toute la population iraquienne au cours du deuxième, du troisième et du quatrième mois. Pour ce qui est du cinquième et du sixième mois, nous comptons que le programme pétrole contre nourriture sera complètement en place, géré par le Gouvernement iraquien et que notre responsabilité consistera à continuer de nous occuper des réfugiés, des personnes déplacées et des personnes les plus vulnérables. Nous nourrissons environ 700 000 personnes très vulnérables en Iraq; ce sont notamment des orphelins, des femmes enceintes et des mères allaitantes.

Le PAM est également le bras logistique de l'ONU. Nous administrons le service humanitaire aérien des Nations Unies, nous gérons le système de communications en Afghanistan – nous avons mis au point à Kaboul, avec Ericsson, un système de communication complet – et nous gérons les transports,

les camions, l'alimentation en combustible, etc. Dans le cadre de l'appel global auquel a participé tout le système des Nations Unies pour demander 2,2 milliards à court terme pour les besoins humanitaires en Iraq, nous avons quant à nous demandé 1,2 milliard pour couvrir l'aide alimentaire et 100 millions pour les activités logistiques.

Dans la résolution 1472 (2003) adoptée par le Conseil de sécurité le vendredi 28 mars dernier sur le programme « pétrole contre nourriture », le Conseil a bien voulu nous autoriser à nous servir de fonds déjà engagés dans le cadre du programme « pétrole contre nourriture », s'il était prévu qu'ils soient en transit dans un délai de 45 jours. Nous n'avons eu que peu de temps pour analyser les contrats mais selon notre meilleure estimation, nous aurons pour 110 millions de dollars de vivres provenant du programme « pétrole contre nourriture » à donner à la population iraquienne pendant cette période de 45 ans. Nous espérons évidemment que le Conseil aura la possibilité de proroger cette période et qu'il se penchera sur les autres questions annexes, particulièrement importantes en ce qui concerne le coût associé au transport de ces produits.

Cela veut dire que nous aurons besoin de demander aux donateurs au moins 1,1 milliard de dollars d'aide pour financer le reste du programme; nous sommes d'ailleurs en train de le faire. Nous avons eu des dizaines de conversations avec de nombreux pays membres du Conseil et avec tous nos donateurs; elles progressent très bien, si je puis dire. J'estime que nous avons plus de la moitié de ce dont nous aurons besoin dans le cadre des négociations actuelles et nous avons du personnel à Rome – à notre siège – et dans le monde entier qui travaille 24 heures sur 24 pour essayer de monter tout cela.

Le Programme alimentaire mondial est un peu différent en ce que parfois il se passe deux, trois ou bien quatre mois entre le moment où une promesse de don est faite et le moment où les vivres sont achetées, transportées et livrées. Par conséquent, les délais sont absolument fondamentaux. Mais de nombreux pays ont fait des promesses très généreuses; nous avons maintenant des promesses de dons de 11 pays. Et je dois dire que ce sont des engagements qui viennent de pays qui ont des vues très divergentes sur le conflit. L'un de nos points forts est de nous en tenir aux aspects humanitaires. Quel que soit le point de vue que l'on a sur le conflit, personne ne veut voir des êtres

humains mourir de faim, et surtout les plus vulnérables, les populations les plus à risque. Par conséquent, des pays ayant les vues les plus diverses sur le conflit seront également heureux de nous aider. La semaine dernière, nous avons reçu une énorme offre d'aide de l'Allemagne. J'ai passé deux jours formidables à Berlin, et je lui en sais gré.

Mon ami angolais a posé une question sur la révolution verte. Je salue le Secrétaire général, qui a soulevé cette question et a pris cet engagement. À l'échelon mondial, la tendance n'est pas aux investissements dans les infrastructures agricoles de base : en 1998, le monde avait engagé 14 milliards de dollars dans ce programme; l'an dernier, il n'en a promis que 8. Mais il y a quand même de bonnes nouvelles : les États-Unis et le Royaume-Uni ont commencé à investir davantage dans ce domaine. L'an dernier, les États-Unis ont consacré 200 millions de dollars de plus aux infrastructures agricoles de base que l'année précédente. La tendance est donc à la baisse, mais il y a lieu d'espérer qu'elle s'inverse.

Pour ce qui est de la question éthiopienne, on me demande « mais comment cela peut-il se reproduire? » Eh bien, nos investissements ont été faits dans les secours d'urgence et non dans la prévention et le développement et je pense que nous sommes en train d'apprendre notre leçon. Nous travaillons étroitement avec la FAO, le Fonds international de développement agricole et d'autres organisations.

Concernant la question du représentant de la Chine, nous avons d'excellents rapports avec la Chine depuis 40 ans; il s'agit d'un succès extraordinaire. La Chine représente un franc succès parmi d'autres pays du monde pour ce qui est du libre fonctionnement du marché, grâce auquel on a pu nourrir des centaines de millions de personnes que l'on ne pouvait pas nourrir il y a des années. Les institutions des Nations Unies travaillent bien ensemble; nous coopérons sur ces

questions, et la notion de capacité d'autosuffisance est fondamentale.

Monsieur le Président, en essayant de répondre à la question du représentant du Royaume-Uni, j'ai essayé aussi de répondre à votre question, mais nous vous donnerons une réponse circonstanciée sur ce que le Conseil pourrait faire pour nous aider et sur la façon dont nous pourrions collaborer plus étroitement. Je vous remercie de cette proposition; nous essaierons de donner une bonne réponse.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie M. Morris des réflexions et des réponses qu'il vient de nous soumettre suite aux questions soulevées sur le sujet de cet après-midi. Je voudrais également le remercier tout particulièrement d'avoir bien voulu répondre aux questions portant sur d'autres points qui n'étaient pas à l'ordre du jour, et en particulier sur la situation en Iraq.

À cet égard, plusieurs pays membres du Conseil de sécurité ont dit qu'ils seraient intéressés de voir le Conseil continuer, dans un proche avenir, à dialoguer avec M. Morris sur la situation en Iraq et sur le rôle que sera appelé à jouer le Programme alimentaire mondial (PAM). La présidence consultera les autres membres du Conseil et M. Morris au sujet d'éventuelles consultations entre lui et le Conseil dans un proche avenir – c'est-à-dire avant son retour au siège du PAM à Rome.

Il n'y a pas d'autres orateurs inscrits sur ma liste. Le Conseil de sécurité a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

La séance est levée à 17 h 10.